

Libérez l'emploi pour sauver les retraites, Michel Godet 2^{ème} édition poche Odile Jacob 5 janvier 2015

Michel Godet est membre de l'Académie des technologies, créateur du Cercle des Entrepreneurs du Futur.

Ceux qui depuis des décennies annoncent la fin du travail et de l'emploi se sont largement trompés car l'emploi total a massivement augmenté ces quarante dernières années (+3,5 millions). En effet, la chute des emplois industriels a toujours été plus que compensée par la création d'emplois tertiaires. La théorie du déversement chère à Alfred Sauvy est exacte. Naturellement, la création d'emploi est sensible aux fluctuations de croissance. Et le chômage augmente d'autant plus vite en période de récession que l'augmentation de la population active est soutenue.

La France se distingue par ses multiples exceptions qui ne sont pas seulement culturelles, mais concernent aussi le marché du travail, l'emploi des jeunes et des seniors. la politique industrielle...

En ouvrant les yeux sur la réalité des pays à chômage faible nous découvrons : une première clé principale : l'insertion précoce des jeunes et l'emploi tardif des seniors ; une deuxième clé : le temps partiel, antidote du chômage ; une troisième clé : c'est l'activité qui crée la richesse et donc l'emploi. Celle-ci est l'occasion de découvrir que le mirage du temps de travail par actif, masque l'essentiel : le temps de travail par habitant.

Les trois clés suivantes ne sont pas moins surprenantes: le salaire élevé n'est pas l'ennemi de l'emploi ; le chômage est d'autant plus faible que les étrangers actifs sont plus nombreux ; la réduction des inégalités par les transferts sociaux est un atout pour la performance économique. On comprend mieux pourquoi il n'y a pas de lien évident entre dépenses publiques et compétitivité. Tout dépend de la nature et de l'efficacité de ces dépenses.

Nos gouvernants pilotent à vue depuis 30 ans à grands renforts de dettes et de gaspillages publics. L'emploi en France, n'a cessé de se dégrader depuis que nous laissons filer les déficits publics. Le dernier budget à l'équilibre fut celui de Raymond Barre en 1980 et nous étions aussi à 5% de chômeurs ! A se demander si les deux phénomènes, à savoir chômage faible et équilibre budgétaire, ne sont pas des vertus liées. Depuis, la dette publique qui était de 20% du PIB est passée à plus de 90%. Hélas, rien n'a changé dans le diagnostic : nos gouvernants en savent plus qu'avant sur les causes du mal et ses remèdes mais ils restent incapables d'agir efficacement.

A qui profite le crime du chômage d'abondance ?

Il y a 20 ans je publiais : *Emploi, le Grand mensonge* (Ed Fixot 1994). Depuis, rien n'a changé, ni dans le constat ni dans le diagnostic : des relations sociales gouvernées par les seuls rapports de forces, un marché du travail où la sécurité des uns se nourrit de l'insécurité des autres, et finalement un consensus sur le chômage de mauvaise gestion de l'abondance puisque le PIB a doublé depuis 1975 alors que le chômage a quadruplé. La France en panne de dialogue et de concertation sociale a fait grand cas de l'ANI (l'accord national interprofessionnel) qui représente une (petite) avancée sur le chemin de la flexi-sécurité. Le crime profite aux acteurs dominants du jeu social, les politiques et les partenaires sociaux. Le maillon faible des rapports de force, ce sont toujours les chômeurs, qui se contentent des miettes du banquet. Leur silence est assourdissant comparé au bruit que font les nantis du

système dès qu'on veut toucher à leur os à moelle. Les quatre France sont toujours là : celle qui rame, celle qui brame, celle qui se pâme et celle du drame. Même constat de permanence du côté des barrières à l'emploi, que ce soit le coût du travail ou les illusions sur le partage du travail.

Rien n'a changé non plus du côté de la maladie du diplôme avec la surabondance de diplômés et la pénurie de professionnels. La massification de l'enseignement supérieur a produit ses effets : le diplôme protège de moins en moins et exclut de plus en plus. Mais il y a du nouveau, on découvre que le chômage des jeunes est d'abord un problème d'échec scolaire et d'insertion trop tardive dans le monde du travail. Ainsi s'affirment le rôle clé du savoir être et de l'apprentissage à l'école primaire, l'alternance comme une voie d'avenir. Malheureusement cette dernière qui est trois fois plus développée en Allemagne que chez nous se développe surtout au profit de l'enseignement supérieur et régresse en formation initiale.

Comment briser le consensus sur le chômage ?

Pour commencer, il faut changer les règles de gouvernance politique et syndicale. Il ne faut plus de syndicats sans syndiqués qui vivent de mannes publiques plus ou moins transparentes ou de fonds partiellement détournés comme la formation professionnelle. C'est la raison pour laquelle nous proposons un chèque syndical, payé par le patron, pour renforcer la représentativité. Ce chèque serait aussi donné aux chômeurs ce qui améliorerait certainement la défense de leurs intérêts par les syndicats en place.

Pour briser le consensus sur le chômage, il faudrait : instaurer un contrat unique de travail pour tous, développer fortement l'apprentissage et le permettre à tout âge ; remplacer le salaire minimum par un revenu minimum complétant par une prime à l'emploi les salaires insuffisants ; rendre l'indemnisation du chômage plus incitative à la reprise d'activité ; lever les freins à l'embauche ; enfin, sortir par le haut des 35 heures et du débat sur les retraites en instaurant un système à points et à horloge : 70 000 heures de travail et de cotisations au cours de sa vie (42 ans X 1 650 heures). Avec des surcotes et décotes pour ceux qui font plus ou moi

Avec un peu de courage et un minimum de bon sens, il est possible de construire l'avenir autrement. Il n'est de richesses que d'hommes, éduqués, épanouis, dans une société de confiance et de projets. La société de projets se situe à l'opposé d'un projet de société, imposé d'en haut ; elle s'appuie sur la confiance et la liberté, qui permettent le développement de mille et une initiatives individuelles et collectives, autant de ruisseaux qui viendront grossir le fleuve du changement global espéré.

Je reste optimiste pour l'avenir à construire autrement, car notre histoire a connu des périodes plus sombres. Ford disait : « Prenez-moi tout, mais laissez-moi mes hommes et je reconstruirai ! ».

Le salut est dans un changement de paradigme où la confiance dans les initiatives et expérimentations locales l'emporte sur les procédures et réglementations paralysantes. Ce salut est aussi dans la récompense des efforts, des talents et des prises de risques. Dans l'encouragement des fourmis plus que des cigales, bref dans l'effort, l'épargne solidaire et le souci du temps long et responsable vis-à-vis des générations futures

Comment revenir à 5% de chômeurs ?

La France recule en croissance du PIB/habitant, en compétitivité, elle progresse en dépenses publiques et détient le record des dépenses sociales de l'Europe (33% du PIB).

Après avoir fait le constat de l'impuissance du modèle jacobin et relevé les dangers de l'arithmétique du temps de travail (ce n'est pas en ramant moins qu'on avance plus vite) C'est l'activité qui crée la richesse et l'emploi, il faut donc travailler plus pour travailler tous. Il faut aussi tirer parti des leçons de l'étranger, notamment de l'Allemagne, des Pays-Bas ou du Danemark.

Il faut certainement agir en même temps sur les trois leviers classiques de l'emploi: la croissance par l'innovation compétitive, le coût du travail, l'incitation au travail et à l'insertion des plus démunis.

Les verrous et les tabous de l'emploi qu'il faut faire sauter ne sont pas seulement dans la réglementation excessive mais aussi dans nos comportements collectifs et dans nos organisations territoriales. Nous proposons de renverser les tables du jacobinisme qui règne au château de l'Elysée et à la bastille de Bercy et regarde la France à la jumelle.

Dans cette perspective girondine, il convient de redécouper les cartes des départements et surtout des régions. Quand les acteurs locaux sont compétents et au service de l'intérêt général, il est possible d'avoir 6% de chômeurs comme dans le Pays de Vitré ou de baisser les impôts comme à Chartres.

Retrouver 5% de chômeurs, c'est donc possible à condition de libérer les initiatives pour l'emploi dans les territoires dont les facteurs développement sont endogènes..Il faut tout faire pour faciliter l'innovation dans les territoires de projets et dans les pôles de qualité de vie (sans lesquels les pôles de compétitivités ne sont pas durables)

Plus généralement il faut faire confiance aux magiciens de la croissance (les entrepreneurs mais aussi les acteurs locaux) pour aider les créateurs à devenir entrepreneurs et employeurs. Il revient à ces magiciens d'organiser la contagion des bonnes pratiques dans les territoires. Ces magiciens sont aussi des conspirateurs de l'emploi et de la cohésion sociale

Gagner la bataille du plein emploi pour les jeunes et les seniors est une condition nécessaire mais non suffisante pour sauver les retraites par répartition afin qu'elles ne finissent pas sous conditions de ressources.

Les questions d'emploi et de retraite sont souvent dissociées, à tort, car résoudre la question de l'emploi est une condition nécessaire et non suffisante pour équilibrer les régimes de retraite. Nous rappelons l'équation démographique et financière de la répartition, ses injustices les plus criantes et la réforme systémique qu'il faudrait entreprendre pour rendre le système plus juste et assurer les équilibres à long terme.

Les retraites par répartition, pour être sauvées, ont besoin de nouvelles réformes. Mais celles-ci ne pourront réussir que si l'on parvient à libérer l'emploi. Il y aura plus de retraités, il faudra donc plus de jeunes et de seniors en emploi pour financer les retraites et allonger la durée d'activité. Nous montrons notamment que si l'on joue sur ces paramètres ainsi que sur l'allongement de l'âge de départ effectif à la retraite on peut faire remonter fortement le

ratio cotisants en emploi /nombre de pensionnés de droits directs. Ce ratio qui était de 1,7 en 2011 pourrait tomber à 1,6 en 2020 ou remonter à plus de 1,9 dans une hypothèse de remise de la France au travail. On ne sauvera pas les retraites par répartition si on ne libère pas l'emploi et aussi le marché du travail de ses chaînes réglementaires.

Vingt propositions pour réformer le pays

Services publics et relations sociales

- 1° Améliorer la qualité des services publics avec moins d'agents sous statut public.
- 2° Instaurer un contrat de travail unique assurant la même sécurité pour tous (un CDI plus flexible), ce qui éviterait par exemple la précarisation de l'emploi des auxiliaires dans les administrations.
- 3° Réduire la dépense publique et diminuer le nombre de fonctionnaires, notamment territoriaux.
- 4° Généraliser le chèque syndical pour mettre fin au financement public de syndicats sans syndiqués.
- 5° Donner ce chèque syndical aux chômeurs pour qu'ils soient mieux représentés et défendus.

Marché du travail

- 6° Remplacer le Smic (une barrière à l'emploi) par un revenu minimum d'activité territorialisé et différencié suivant les métiers (plus élevé là où l'on manque de main d'œuvre).
- 7° Remettre en cause les 35 heures et restaurer le système des heures supplémentaires non imposables (mais soumises au paiement des charges sociales). Les cigales qui ne sont pas imposées sur le temps libre savent bien qu'elles vivent mieux quand les fourmis s'activent .
- 8° Indemniser le chômage de façon plus active et plus responsable.
- 9° Professionnaliser la formation professionnelle et mettre fin à sa gestion paritaire.

Formation des jeunes

- 10° Développer dès 15-19 ans l'apprentissage et les formations en alternance sous la responsabilité des entreprises comme dans les pays champions du chômage faible.
- 11° Arrêter la course au diplôme et le tri d'exclusion sociale qu'elle engendre : plus de *bachelors* (*bac +3*) techniques et professionnels et moins de mastères généralistes sans débouchés avérés.
- 12° Réorienter les dépenses d'éducation vers le cours préparatoire et le primaire pour améliorer les apprentissages fondamentaux.

Gouvernance et règles du jeu

- 13° Réaliser le fameux choc de simplification administrative, notamment pour le code du travail et la fiche de paie.
- 14° Réviser les décrets d'application de la loi sur l'expérimentation afin de lui permettre de se déployer au mieux des initiatives locales.
- 15° Mettre en place la réforme systémique des retraites à la carte avec le temps choisi (un système à horloge et à points qui permet de sortir des 35 heures par le haut).
- 16° Abaisser l'âge de la majorité électorale à 16 ans, afin de compenser le penchant naturel des élus à s'intéresser aux préoccupations d'un électorat vieillissant. On mettrait ainsi en cohérence la majorité sexuelle avec la citoyenneté.
- 17° Compter les votes blancs comme des suffrages exprimés et accorder un bonus fiscal à ceux qui remplissent leur devoir électoral .Instaurer un septennat présidentiel non renouvelable.

Inégalités

- 18° Limiter les inégalités de revenus trop visibles : un écart de 1 à 100 fois le Smic serait socialement plus acceptable que les sommets indécentes atteints aujourd'hui de 1 à 500 fois !
- 19° A défaut de supprimer l'ISF, en faire une avance sur les droits de transmission des patrimoines.
- 20° Instaurer un bouclier social pour les ménages riches en biens et pauvres en revenus, qui ne peuvent payer les impôts et charges liés aux biens qu'ils possèdent.

En guise de conclusion, nous poserons la question essentielle de la méthode pour réussir le changement.

Le mal est en nous, le salut aussi ! Comment passer des idées aux actes ? La réponse passe par l'appropriation des vérités de bon sens qu'on n'a pas eu jusqu'ici le courage de dire aux Français sur le gaspillage des dépenses publiques, les rigidités du marché du travail,. Il suffirait de reprendre les constats et recommandations de la Cour des comptes pour que le slogan le changement « c'est maintenant » devienne réalité.

Libérez l'emploi pour sauver les retraites ! Tel est le message de ce livre, qui entend donner des armes à ceux qui veulent remettre la France en marche avant.